

Point d'information du Groupe PSE sur la réaction de l'UE à la pandémie du COVID-19

3 avril 2020

Liste des décisions européennes¹

Date	Nombre de cas ²	La réponse de l'Europe
28 janvier	4 cas	Activation du mécanisme de réaction de crise de l'UE en mode «partage de l'information».
31 janvier	17 cas	Expédition de 12 tonnes d'équipements de protection à la Chine.
1 février	21 cas	Mobilisation de 10 millions d'euros pour la recherche contre le virus dans le cadre du programme Horizon 2020.
24 février	177 cas	Annnonce d'un soutien financier de 232 millions d'euros pour l'OMS, pour les pays partenaires de l'Afrique et de la Chine, pour la recherche sur les vaccins et pour aider les États membres à rapatrier leurs citoyens.
2 mars	2 166 cas	Passage à l'activation "totale" du système européen de réponse politique intégrée à la crise.
6 mars	5 544 cas	37,5 millions d'euros supplémentaires pour la recherche, le traitement et le diagnostic des vaccins, ce qui porte le total à 47,5 millions d'euros.
10 mars	14 890 cas	Obligation levée pour les compagnies aériennes d'utiliser leurs créneaux horaires attribués (sous peine de les perdre) pendant la pandémie afin d'éviter les vols à vide.
		Mobilisation de 140 millions d'euros de fonds publics et privés (Horizon 2020 et industrie pharmaceutique) pour financer la recherche sur les vaccins, les diagnostics et les traitements.

¹Fondation Robert Schuman, 26 mars <https://www.robert-schuman.eu/en/doc/divers/covid-european-decisions.pdf>

²Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. Les chiffres concernent les pays de l'Espace économique européen (États membres de l'Union, Islande, Liechtenstein et Norvège) et le Royaume-Uni. <https://qap.ecdc.europa.eu/public/extensions/COVID-19/COVID-19.html>

		Proposition d'un plan d'investissement de 25 milliards d'euros pour lutter contre les effets économiques de l'épidémie.
12 mars	22 105 cas	Déblocage de 120 milliards d'euros par la BCE d'ici la fin de l'année pour les achats d'actifs à l'appui de l'économie.
13 mars	28 297 cas	<p>Annnonce d'un assouplissement des règles financières pour les États membres.</p> <p>Augmentation du plan d'investissement pour un montant total de 37 milliards d'euros en mobilisant la Politique de cohésion, dont 8 milliards d'euros de fonds structurels non dépensés en 2019.</p> <p>Déblocage de l'accès au Fonds de solidarité de l'UE.</p> <p>Lancement d'une procédure conjointe de passation de marché accélérée pour les médicaments et les équipements de protection médicale.</p>
15 mars	39 768 cas	Restrictions des exportations hors-UE des équipements de protection individuelle (masques, visières, etc.).
16 mars	51 771 cas	<p>Soutien financier de 80 millions d'euros à la société allemande CureVac pour la recherche sur les vaccins.</p> <p>Mobilisation de la BEI à hauteur de 40 milliards d'euros au maximum en matière de financement potentiel pour les entreprises européennes sous la forme de crédits relais ou d'une suspension des remboursements de prêts.</p>
17 mars	61 098 cas	<p>Introduction de restrictions à l'entrée dans l'Union, en provenance de pays tiers, pour des voyages non essentiels pendant 30 jours.</p> <p>Lancement d'un comité consultatif d'épidémiologistes et de virologues pour formuler des orientations.</p>
18 mars	70 989 cas	La BCE lance un nouveau programme d'achat d'urgence en cas de pandémie, qui permet le rachat d'un montant maximal de 750 milliards d'euros de titres d'ici à la fin de 2020.
19 mars	82 869 cas	Création d'une réserve commune européenne pour les équipements médicaux (rescEU) consacrée à l'acquisition de respirateurs et de masques de protection, doté d'un budget de 50 milliards d'euros.
23 mars	160 233 cas	Les États membres approuvent la clause générale de dérogation visant à suspendre les obligations du Pacte de stabilité et de croissance.
24 mars	182 470 cas	Lancement de la procédure conjointe de passation de marché par procédure accélérée, le 13 mars. Les équipements de protection médicale commandés par 25 pays seront livrés dans les 2 semaines suivant la signature des contrats.
26 mars	232 470 cas	Vote au Parlement européen sur le plan d'investissement de 37 milliards d'euros et sur l'extension du Fonds de solidarité de l'Union européenne à hauteur de 800 millions d'euros pour 2020.
27 mars	265 421 cas	

28 mars	298 461 cas	
29 mars	331 132 cas	
30 mars	359 102 cas	
31 mars	386 282 cas	
1 avril	421 808 cas	La Commission européenne propose un nouvel instrument de soutien au chômage de courte durée (SURE)
2 avril		La Commission européenne présente un nouveau paquet de mesures concernant les Fonds structurels européen d'investissement visant à introduire de nouvelles flexibilités: la possibilité de porter le "cofinancement" européen à 100% dans les régions affectées par la pandémie; la possibilité de transfert entre le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion, la possibilité de transfert de fonds entre les différentes régions européennes indépendamment de leur catégorie.

Ce que l'UE a fait au cours des dernières semaines en réponse à la pandémie du COVID-19 et la position du groupe PSE

Les villes et les régions, et en particulier celles dirigées par des forces progressistes, ont commencé à prendre (en plus des mesures prises aux niveaux national et européen) des actions concrètes pour soutenir les hôpitaux, les structures de soins aux personnes âgées ainsi que l'économie (en particulier les PME). Les villes et les régions ont créé de nouvelles formes de services publics pour alléger la charge qui pèse sur les personnes touchées par la pandémie et ses conséquences.

Les villes et les régions font preuve de beaucoup de solidarité entre elles. Ce soutien est parfois même transfrontalier, comme le transfert de patient.e.s français.e.s d'Alsace dans des hôpitaux de Rhénanie-Palatinat, du Bade-Wurtemberg et de Sarre.

Le Groupe PSE a lancé un projet en ligne pour tenter de cartographier toutes ces initiatives de solidarité dans et entre les régions et les villes, projet auquel tou.te.s les membres du Groupe PSE ont été invité.e.s à contribuer.

Pour en savoir plus sur ce projet, cliquez ici.

Si vous souhaitez apporter votre contribution, vous pouvez le faire à travers le formulaire en ligne disponible via ce [lien](#).

Le Comité européen des régions tentera également de cartographier ces initiatives et de mettre en place une sorte de «bourse d'échange» ou de plateforme afin de permettre une rencontre entre les appels et les offres de solidarité. L'administration vous communiquera davantage d'informations à ce sujet.

Sur le plan politique, le Groupe PSE demande:

1. un assouplissement durable des règles budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance avec une exclusion des cofinancements nationaux ou régionaux au titre de la politique de cohésion dans le calcul de la dette;
2. l'augmentation des taux de cofinancement des Fonds structurels, comme ce fut le cas par exemple lors de la crise précédente (en cours de préparation par la Commission européenne);
3. un accord rapide et ambitieux sur un Cadre financier pluriannuel (CFP) dans le cadre de la réponse au COVID-19;
4. si un accord sur le CFP ne peut être trouvé, le Conseil devrait adopter rapidement un plan de contingence prorogeant les programmes en cours jusqu'en 2021 avec de l'argent frais;
5. la création d'obligations européennes (émission mutualisée au niveau européen de dette) pour faire face aux conséquences de la crise.

M. Christophe Rouillon, Président du Groupe PSE, a présenté ces points lors de la réunion des Leaders socialistes européens qui s'est tenue le 26 mars, juste avant le Conseil européen.

Le 26 mars, le Parlement européen a approuvé la proposition de la Commission européenne visant à autoriser l'utilisation des Fonds structurels non dépensés à ce jour dans le cadre de la Politique de cohésion afin de lutter contre le coronavirus. La commission de la politique de cohésion territoriale et du budget de l'UE (COTER) du Comité européen des régions, présidée par Mme Isabelle Boudineau, membre du Groupe PSE et Vice-présidente de la Région Nouvelle-Aquitaine (France), a pleinement soutenu cette démarche par une procédure écrite, compte tenu de l'urgence. La lettre est disponible [ici](#). Le Groupe PSE a réagi par un communiqué de [presse](#).

La Politique de cohésion a montré une fois de plus son utilité dans cette crise, notamment grâce à la proposition d'assouplissement des règles faite par Mme Elisa Ferreira (PSE, Portugal), Membre de la Commission européenne. Lors d'une réunion du réseau PSE sur la Politique de cohésion, Elisa Ferreira a déclaré que la Politique de cohésion a montré une fois de plus son potentiel dans cette crise, malgré les moyens financiers disponibles très limités au cours de la dernière année du Cadre financier pluriannuel. La décision du Parlement européen et du Conseil de soutenir l'utilisation des fonds de la Politique de cohésion non dépensés constitue un pas dans la bonne direction, mais il est essentiel de faire preuve d'une plus grande souplesse dans la mise en œuvre de la Politique de cohésion. L'accélération des négociations pour le prochain budget de l'UE est désormais plus importante que jamais car nous ne pouvons pas nous permettre une crise économique après celle du coronavirus.

Le Conseil européen du 26 mars a également donné de nouvelles orientations, notamment en chargeant l'Eurogroupe de présenter de nouvelles propositions. Neuf pays ont proposé des [obligations européennes pour la relance](#) (c'est la dernière chance pour l'UE de faire preuve de solidarité, ont-ils déclaré). La déclaration finale du Conseil européen est disponible [ici](#). La Commission européenne est chargée de préparer une «stratégie de sortie» coordonnée pour lever les mesures d'isolement social. Pour en

savoir plus, veuillez cliquer [ici](#). L'Eurogroupe se réunira le 7 avril prochain et plusieurs voix s'expriment déjà en faveur de l'idée d'obligations européennes:

- **Interview de «Klaus Regling pour le Financial Times»** du 31 mars 2020, <https://www.esm.europa.eu/interviews/transcript-klaus-reglings-interview-financial-times>
- **Le «non» néerlandais sur les «corona bonds» porte atteinte au projet européen** », par Lodewijk Asscher, Président du Parti du travail néerlandais (PvdA), 31 mars 2020, <https://www.politico.eu/article/dutch-no-on-corona-bonds-undermines-european-project/>
- **“Klaus Regling: Eurobonds are not the solution to the cost of coronavirus”**, Irish Times, 3 Avril 2020, <https://www.irishtimes.com/opinion/klaus-regling-eurobonds-are-not-the-solution-to-the-cost-of-coronavirus-1.4219402>

Le 1er avril, la Commission européenne a proposé un nouveau mécanisme d'assurance chômage de courte durée, SURE, proposant un nouveau régime de chômage partiel destiné à aider les pays de l'UE les plus touchés, notamment l'Italie et l'Espagne.

- **Vidéo [#COVID-19: La Présidente von der Leyen, sur une initiative visant à soutenir le chômage partiel](#)**
- **[«L'UE lance une nouvelle impulsion en faveur de la solidarité avec un régime de chômage de 100 milliards d'euros»](#)**, POLITICO Europe, 31 mars 2020 (en anglais uniquement)

En tant que Groupe PSE, nous soutenons la proposition des Commissaires Nicolas Schmit et Paolo Gentiloni, en charge respectivement de l'emploi et de l'économie. Cet instrument temporaire devrait servir de base à un régime de réassurance chômage approprié, comme l'a expliqué Iratxe García, Présidente du groupe S&D au Parlement européen:

- <https://www.socialistsanddemocrats.eu/fr/newsroom/pour-iratxe-garcia-linstrument-europeen-de-soutien-aux-travailleurs-doit-etre-la-base-dun>

En outre, après les premières propositions présentées le vendredi 13 mars sur l'aide financière de 37 milliards d'euros par l'intermédiaire des Fonds structurels et d'investissement, la Commission européenne a présenté, le jeudi 2 avril, une deuxième initiative visant à mobiliser les Fonds structurels et d'investissement européens afin de renforcer la réponse européenne au coronavirus et à ses conséquences socio-économiques.

Les mesures proposées vont dans le sens de certaines demandes formulées par les États membres et par le Parlement européen, notamment une plus grande souplesse dans l'utilisation des Fonds structurels et d'investissement, avec d'éventuels transferts entre fonds, notamment le Fonds de cohésion. Il est également proposé la possibilité de porter le "cofinancement" européen à 100% dans les régions affectées par la pandémie et la possibilité de transfert de fonds entre les différentes régions européennes indépendamment de leur catégorie.

Le Parlement européen (PE) adoptera une résolution sur une réponse globale de l'UE à la pandémie COVID-19 lors de sa prochaine session plénière du 16 avril. En tant que Groupe PSE, avec le Groupe S&D au Parlement européen, nous nous efforcerons d'influencer cette proposition.

La Commission européenne annonce qu'elle travaillera sur une proposition révisée du Cadre financier pluriannuel (CFP). Il comprendra de nouveaux outils pour le plan de relance européen après la crise du COVID-19. Un ajustement des chiffres est également attendu, compte tenu de la baisse attendue des PIB des États membres et des nouvelles ressources propres possibles pour le budget de l'UE, en lien avec la Banque européenne d'investissement et les nouveaux instruments de la Banque centrale européenne. La proposition devrait être présentée avant la fin du mois de mai, mais il n'est pas certain que la crise ait vraiment modifié l'état d'esprit des gouvernements nationaux quant à la nécessité d'adopter rapidement un nouveau CFP. En outre, le Conseil européen compétent pour prendre les décisions sur le CFP ne peut pas se tenir par conférence vidéo. Aucune décision n'est donc attendue avant le mois de juin.

En tant que Groupe PSE, nous avons adressé une lettre à la Présidente von der Leyen demandant que le nouveau CFP renforce non seulement la Politique de cohésion (qui s'est avérée particulièrement utile dans cette crise pour aider les villes et les régions à faire face aux conséquences du COVID-19) mais aussi que le «Green Deal» européen reste au centre des objectifs de l'UE. C'est l'occasion de créer une nouvelle économie européenne durable fondée sur une transition juste.

En outre, notre famille politique a publié ses positions:

- [«25 propositions pour surmonter la crise»](#), par le groupe S&D au Parlement européen
- [«Plan d'action»](#), par le groupe S&D au Parlement européen (en anglais uniquement)
- [«L' Europe a besoin d'un plan de relance pour surmonter la crise»](#), par le Parti socialiste européen (en anglais uniquement)
- [«Les femmes sont en première ligne de la crise, mais les questions de genre sont ignorées»](#), par PES Women (en anglais uniquement).
- [Déclaration de la Confédération européenne des syndicats sur le COVID-19](#), 10 mars 2020 (en anglais uniquement)
- [Déclaration des partenaires sociaux européens CES, BusinessEurope, CEEP, SMEunited on the COVID-19](#), 16 mars 2020 (en anglais uniquement)

Une nouvelle initiative du Comité européen des régions (CdR)

Le 24 mars, la Conférence des Présidents du Comité européen des régions a décidé de lancer un plan d'action comportant cinq volets visant à aider les régions et les villes à lutter contre le COVID-19:

1. encourager l'aide de l'UE en faveur des collectivités locales et régionales dans le secteur de la santé, au moyen de l'appel lancé en faveur d'un mécanisme d'urgence sanitaire de l'UE;
2. devenir une plateforme d'échange, de coopération et de facilitation du soutien mutuel entre les villes et les régions d'Europe;
3. fournir, par l'intermédiaire du CdR, des retours d'information concrets, du point de vue local et régional, sur la manière de traiter la question de la santé, des interventions d'urgence, des aspects sociaux et économiques de la pandémie et de leur impact sur les personnes et les collectivités territoriales;
4. fournir régulièrement des informations pratiques aux autorités locales et régionales sur les mesures prises par l'UE pour faire face à la crise;
5. faciliter un contrôle de l'application concrète des mesures européennes pour lutter contre la pandémie et recueillir des éléments afin d'améliorer les politiques de l'UE sur la base des expériences des niveaux local et régional (vérification des politiques de santé).

Ces actions et mesures seront accompagnées d'actions de communication ciblées pour expliquer ce que l'UE fait pour soutenir les collectivités territoriales dans leur lutte contre la pandémie du coronavirus.

- Pour plus d'informations: [Aider les régions et les villes à lutter contre le coronavirus](#)
- Pour contribuer à la nouvelle plateforme d'échanges, veuillez écrire à l'adresse suivante: Covid19@cor.europa.eu

La lutte contre la désinformation

L'Union européenne est au cœur d'une campagne de désinformation et de fausses informations depuis ces dernières semaines. En tant que Vice-président de la Commission européenne, M. Josep Borrell (PSE/Espagne), chef du Service européen pour l'action extérieure, a déclaré (lors d'une conférence de presse plus tôt dans la semaine) que: «la désinformation joue un rôle dans la vie des citoyen.ne.s. La désinformation peut tuer».

Les relais de désinformation pro-Kremlin ont lancé une attaque forte pour créer de la méfiance envers les systèmes de santé, les institutions nationales, l'UE et l'Organisation mondiale de la santé. Ils diffusent également de fausses informations sur le virus, sur sa dangerosité et sur la manière dont on peut en guérir. Cette situation est très dangereuse parce qu'elle met en danger la vie des citoyen.ne.s. Il est important de rappeler à chacun.ne de s'appuyer uniquement sur des sources faisant autorité pour obtenir des informations actualisées sur l'épidémie de COVID-19.

Le 31 mars, la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a partagé un message vidéo sur le risque posé par les fausses informations et sur les travaux que l'UE mène avec les plateformes en ligne afin de faciliter l'accès à des sources fiables (cliquer sur ce lien pour regarder la vidéo <https://www.youtube.com/watch?v=jZooWOdU1xg&t=11s>).

En tant que responsables politiques des niveaux local et régional, vous êtes en première ligne pour lutter contre ce type de problème. Voici quelques instruments pour vous aider:

- **EUvsDisinfo**, <https://euvsdisinfo.eu/> (en anglais uniquement)
- **Escroqueries liées au COVID-19**, https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/consumers/enforcement-consumer-protection/scams-related-covid-19_fr
- **Commission européenne, réponse au coronavirus**, https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response_fr
- **Réponse du Parlement européen sur le coronavirus**, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/priorities/reponse-de-l-ue-face-au-coronavirus>
- **Centre européen de prévention et de contrôle des maladies**, <https://www.ecdc.europa.eu/en/novel-coronavirus-china> (en anglais uniquement)
- **Organisation mondiale de la santé**, <https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019>

Cette infographie de la Commission européenne montre ce que l'UE a fait pour la solidarité ([Link Twitter](#) — [Link Facebook](#)):



Initiatives pour les villes et les régions

Webinaires proposés par la Commission européenne: Le défi des villes intelligentes

Pour aider les villes à surmonter la crise actuelle et les aider à mettre en œuvre des mesures appropriées, la Commission européenne a lancé un large éventail de mesures de soutien afin de faciliter l'apprentissage par les pairs et le partage des meilleures pratiques des villes européennes et dans le monde pour lutter contre l'épidémie. Dans un premier temps, la Commission organise deux webinaires interactifs axés sur les villes pour apprendre, échanger de bonnes pratiques et soutenir les administrations municipales. La première se déroulera le 4 avril à 16h00.

→ Pour plus d'informations: <https://www.intelligentcitieschallenge.eu/covid-19-webinars>

Lectures utiles

Veillez trouver ci-dessous une série d'articles publiés par divers groupes de réflexion et diverses organisations:

- [«Chronique d'une pandémie foraine»](#), par Andrea Renda et Rosa J. Castro, par le Centre d'études de la politique européenne (en anglais uniquement)
- [«Le virus Corona, le plus grand test de nos valeurs et de nos choix»](#), par la présidente de la FEPS, Maria João Rodrigues (en anglais uniquement)
- [«coronavirus: Impact et réaction \(«Penser aux groupes de réflexion»\)»](#), par le service de recherche du Parlement européen
- [«Covid-19: Les réponses européennes, une image complète»](#), par la Fondation Robert Schuman
- [«Covid-19 impact sur la prise en charge des plus vulnérables»](#), par le réseau social européen (en anglais uniquement)
- [«L'économie d'une pandémie: Le cas du Covid-19»](#), organisé par la London Business School (en anglais uniquement)
- [«Que peut faire l'UE pour atténuer les effets de la crise du coronavirus?»](#), par le service de recherche du Parlement européen (en anglais uniquement)
- [«coronavirus: L'Europe, un mot clair»](#), Telos, 31 mars 2020
- [«coronavirus: Sans un nouveau patriotisme européen, le déclin de l'UE est inévitable»](#), par Maria Joao Rodrigues, ancienne ministre portugaise du Travail et Présidente de la FEPS (Fondation pour les études progressistes européennes) et de nombreux autres érudits, 1 avril 2020
- [«Cop26 des négociations sur le climat à Glasgow reportées jusqu'en 2021»](#), The Guardian, 1 avril 2020 (en anglais uniquement)

- **La Commission européenne publie une série de questions et réponses au sujet d'ERASMUS et du corps de solidarité européenne**

<https://agenceurope.eu/en/bulletin/article/12459/6>

Les participants au programme Erasmus + ou au corps de solidarité européenne qui continuent à subir des frais liés à ces programmes pourront conserver la subvention reçue. En tout état de cause, ils pourront également reprendre le programme une fois la pandémie terminée. La Commission européenne l'a fait savoir dans une fiche d'information publiée le 1er avril et adressée aux participants et aux institutions qui organisent les deux programmes. La fiche dispose que les participants (qu'ils soient rentrés dans leur pays d'origine ou de résidence ou encore dans le pays d'accueil) peuvent conserver leur bourse s'ils ont encore des dépenses «directement et exclusivement» liées à leur séjour ou s'ils participent à un cours en ligne. Lien vers la fiche d'information: <https://bit.ly/3aBAkD5>

- **Les député.e.s européen.ne.s du SPD (Allemagne) dévoilent leur vision sur la réponse européenne à apporter à la crise, au-delà des égoïsmes nationaux, https://pes.cor.europa.eu/sites/default/files/2020-03-31%20Whatever%20it%20takes%20SD_German%20Delegation.pdf**

Le 31 mars, les sociaux-démocrates allemands ont exposé leur vision d'une réponse européenne à la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences socio-économiques, avec le principe de la «solidarité». En soutenant toutes les mesures sans précédent qui ont déjà été prises en termes budgétaires, économiques et monétaires au niveau européen, les 14 députés européens préconisent l'octroi de lignes de crédit par le Mécanisme européen de stabilité (MES) — le fonds de sauvetage de la zone euro — aux pays confrontés à des difficultés jusqu'à un maximum de 2 % de leur PIB, sans autre condition en lieu et place de l'utilisation exclusive des Fonds pour lutter contre le coronavirus. Le SPD est également ouvert à l'idée du MES ou de la BEI délivrant des produits financiers destinés à promouvoir la modernisation sociale et écologique dans l'UE. Voir la proposition des représentants élus du SPD au Parlement européen: <https://bit.ly/2wTVPQS>